

Madame, Monsieur, Chers Amis

Merci tout d'abord d'être présents ce soir à l'occasion de la présentation de mon blog et à l'occasion aussi d'une rencontre après deux années de mandat à l'Assemblée nationale.

C'est donc bien en tant que député de la 10^{ème} circonscription du Val-de-Marne que je suis heureux de recevoir les citoyennes et citoyens, les élus et responsables associatifs de Gentilly, Kremlin Bicêtre, Vitry et Ivry.

Avant d'en arriver à la présentation de ce blog, je ne peux commencer cette soirée sans revenir, à grands traits, sur l'actualité politique, économique et sociale récente et évoquer le rôle joué par les députés communistes, républicains et « parti de gauche », puisque Marc Dolez, ex-député socialiste, a rejoint notre groupe voilà quelques semaines.

Par ailleurs, vous le savez, étant inférieur à 20 députés, nous avons du au début de la mandature constituer un Groupe technique avec 4 élus Verts, et 2 élus des Départements d'Outre-mer.

On peut dire que globalement « la cohabitation se passe bien », mais vous comprendrez aussi combien est pesante la faiblesse de notre représentation au sein de l'Assemblée nationale...et l'insuffisance des moyens qui nous sont dédiés.

Néanmoins, nous tentons, malgré tout d'assumer toutes nos responsabilités dans un contexte politique particulièrement difficile où des débats et des décisions essentielles pour notre peuple et notre pays passent par le Parlement-Assemblée Nationale et Sénat, sans que cela signifie, pour autant, une amélioration quant à la démocratie au sein des Assemblées parlementaires....loin s'en faut.

Mais toute la démarche politique de Sarkozy et du gouvernement vise à impliquer le Parlement dans ces choix fondamentaux, en veillant à l'unité, peu souvent mise à mal, de sa majorité, mais y compris en cherchant à l'élargir à certains transfuges de la gauche, récompensés par des postes de ministres, secrétaire d'état ou toute autre décoration. Cela n'est pas sans effet...on l'a vu lors du vote sur la Ratification du Traité de Lisbonne. Le contexte – je l'indiquais est particulièrement difficile, avec une crise économique sans précédent depuis des décennies et elle s'accroît, ainsi que le soulignait la semaine dernière l'INSEE prévoyant une chute de 1,5% du PIB sur le premier trimestre de 2009. Elle était déjà de 1,2% au dernier trimestre de 2008.

Ainsi nous sommes loin, bien loin, des annonces faites par Nicolas Sarkozy, alors candidat aux présidentielles qui se présentait comme l'homme de la croissance. De même qu'apparaît bien dépassée la déclaration de Madame Lagarde d'il y a quelques mois encore affirmant que la France serait épargnée par la récession : grâce aux décisions prises par le gouvernement.

En réalité cette crise est précisément le fait d'une logique, d'une politique économique dont le seul objectif est le profit, la rentabilité du capital. En quelques années, de 2002 à 2007, le mouvement de titrisation sur les emprunts immobiliers américains a généré 5000 milliards de dollars dans les bourses...l'équivalent d'une année de production mondiale.

Lorsque cette création de richesse est apparue à l'été 2007 pour ce qu'elle était...c'est à dire fictive... (ils disent l'économie virtuelle) les gouvernements des Etats capitalistes, loin de prendre en compte l'ampleur de la catastrophe et ses origines, ont préféré continuer à courir après leur logique de rentabilité...ce qui passait par une nouvelle et immense accumulation de capital, d'énormes restructurations industrielles et financières, et bien entendu, toutes les mesures qui se sont traduites par les plans de licenciements, la baisse du pouvoir d'achat, la remise en cause de tous les acquis sociaux.

Et...il est tout à fait symptomatique qu'une des premières décisions que le gouvernement a fait prendre au Parlement est la mise en place du bouclier fiscal à 50% des revenus...qui a coûté 15 milliards d'Euros, asséchant du même coup les comptes de la nation.

J'ajoute que non seulement la droite a maintenu les dispositions du bouclier fiscal dans le budget 2009 de la nation, alors qu'un véritable débat s'engageait dans le pays, sur les inégalités sociales, mais il s'est refusé à toutes remises en cause des privilèges exorbitants accordés aux g rands patrons, banquiers et actionnaires : Madame Lagarde a beau faire semblant de se mettre en colère elle n'a eu de cesse de justifier les stocks options, les hauts revenus, les parachutes dorés et ce bouclier fiscal qui entre autres permet aux plus fortunés d'être exonérés de l'ISF.

Dans le même temps, vous le savez le gouvernement a dégagé les ressources nécessaires – 380 milliards d'euros – pour sauver le système bancaire du marasme – en garantie d'emprunt ou en prêt – mais en définitive pour permettre aux banques ébranlées par la spéculation de pouvoir massivement se recapitaliser.

Dans le même temps, c'est à dire en 2008, les entreprises du CAC 40 ont réalisé 75 milliards de profits, soit 12% de plus qu'en 2007. Et, parmi ces 75 milliards, 34,9 milliards ont été distribués en dividendes...ce qui laisse en définitive peu de marge pour augmenter les revenus des salariés, développer l'outil de travail et l'emploi...

C'est malheureusement tout le contraire auquel nous assistons depuis ces deux dernières années avec une progression inégalée du nombre de chômeurs, plus de 217 000 en 2008 – et selon l'Unedic la prévision d'une perte de 350 000 à 450 000 emplois en 2009 selon la baisse de la croissance.

Bien entendu la riposte à cette politique a très largement mobilisé les députés communistes – qui faute de pouvoir déposer de motion de censure, du fait de leur nombre, ont multiplié les interventions à l'Assemblée, dans les commissions ou en séance plénière, en déposant de nombreux amendements ou projets de loi - comme ceux que nous déposons actuellement visant l'interdiction des licenciements boursiers ou le versement de dividendes à des actionnaires des entreprises qui délocalisent ou pratiquent des licenciements collectifs économiques.

Et tout naturellement, mais j'imagine que ce n'est pas une découverte pour vous, les parlementaires communistes se sont fréquemment retrouvés parmi les salariés en lutte contre les fermetures d'entreprises, la casse du service public ou tout simplement pour la défense de leurs droits, lors de la manifestation du 19 mars, notamment.

C'est pour ma part toujours ainsi que j'ai conçu l'accomplissement de ma fonction d'élu, de député en particulier, en lien évidemment avec les autres élus, les militants syndicaux et associatifs...et je dois dire qu'une telle pratique n'est pas sans conséquence « positive », sans résonance au sein d'une Assemblée pourtant tout acquise à la politique de Sarkozy.

De ce point de vue la montée en puissance du mouvement social dans le pays, son relais par la voix des parlementaires de l'opposition, notamment communiste, font que le débat au parlement porte de plus en plus sur la question de l'aggravation des inégalités, des gâchis et des injustices, mais aussi sur celle des alternatives politiques et économiques.

Or vous le constatez, malgré quelques mesurette inscrites dans le plan de relance ou le collectif budgétaire du 19 mars qu'il ne faut pas négliger, parce qu'elles sont quand même la conséquence du mécontentement et des luttes... malgré ces mesurette, Sarkozy et la droite veulent maintenir le rythme des réformes...c'est à dire de « leurs réformes ».

Ainsi depuis son élection Nicolas Sarkozy enchaîne lois et réformes à un rythme plus que soutenu, il faut noter que fin janvier, seules 25% des lois votées depuis 2007 avaient été suivies de décrets d'application nécessaire à leur mise en œuvre : 10% en ce qui concerne la loi de modernisation de l'économie. Vous me direz, nous ne sommes pas pressés de les voir appliquées, mais tout de même,

c'est bien là le signe d'une politique qui vise malgré tout à imposer ces lois.. à les faire entrer dans le droit français, à déstructurer le socle social et démocratique de notre nation.. elles redéfinissent le contrat social, les règles qui régissent notre société.

Enfin elles participent du combat idéologique que la droite mène pour gagner les esprits, imposer le fatalisme.

Cela dit permettez-moi de revenir sur certaines lois qui sont passés et sur leurs effets.

Tout d'abord...les 2 réunions du Parlement à Versailles ont valeur de symbole. La première est au cœur de l'actualité politique et du prochain scrutin européen du 7 juin. Il s'est agi de la ratification du Traité de Lisbonne, alors que celui-ci (ou son frère jumeau) avait été rejeté par 55 % des français en 2005. c'est donc un déni de démocratie qui malheureusement n'a pu se réaliser qu'avec la complicité des 142 parlementaires des groupes socialistes qui se sont abstenus voir ceux qui ont voté pour.

Sur ce plan je veux d'ailleurs dire quelques mots de la politique internationale de Sarkozy. Vous avez vu qu'il a profité de son passage à la Présidence européenne pour tenter d'accréditer l'idée qu'il faisait entendre la voix de la France et de l'Europe dans le monde. Qu'en est-il exactement ?

En fait c'est un alignement de plus en plus net sur les Etats Unis, marqué par le retour total dans l'OTAN, le renforcement de la présence militaire en Afghanistan, le soutien à la Georgie, le silence (hypocrite) sur le gouvernement israélien lors des bombardements de Gaza.

Bref une politique internationale toute entière soumise aux logiques existantes de pouvoir et d'impérialisme.

L'autre réunion du Parlement à Versailles a entériné la dérive présidentialiste de la 5^{ème} République, sous couvert de quelques miettes lancées comme de nouveaux droits de l'opposition. Elle assurera en fait la prédominance du Chef de l'Etat et de sa majorité. Lors de ces deux réunions, bien entendu, les députés et sénateurs communistes ont rejeté ces textes.

Mais je l'indiquais un grand nombre d'autres textes ou lois ont été votés qui remodelent notre pays, à commencer par le bouclier fiscal que j'évoquais précédemment, mais aussi par exemple, la loi de modernisation sociale qui fait obligation aux chômeurs de prendre un emploi au bout de trois offres...

Une loi qui est à rapprocher de la fusion ANPE-UNEDIC qui crée le pôle emploi, première étape de la volonté de privatisation de ce qu'ils appellent le marché du placement et qui annonce un durcissement sans précédent et une fragilisation du statut des chômeurs et précaires avec toutes les conséquences désastreuses que l'on peut attendre pour eux et leurs familles.

Ce sont aussi toutes les attaques qui ont été portées contre les services publics, quant à la loi LRU sur les universités pour laquelle j'ai déposé une demande d'abrogation (sans succès). C'est toute la recherche et la transmission du savoir qui risque de basculer vers le privé. Mais vous avez vu l'importance des luttes qui sont engagées contre les décrets d'application et qui contraignent Valérie Pécresse à de sérieux reculs !

Au travers plus récemment de la loi Bachelot, c'est un recadrage complet de la politique de la santé et de l'hospitalisation qui est prôné, favorisant les cliniques privées et démantelant l'hôpital public et le système de santé français.

Il faut encore y ajouter la privatisation à marche forcée de GDF et son mariage avec Suez et bien d'autres textes.

A chaque fois, avec mes collègues communistes nous avons combattu ces mesures, fait de propositions alternatives, jetant parfois le trouble comme avec l'amendement Chassaigne sur les OGM ou plus récemment sur la loi Boutin où nous avons permis une plus grande protection des locataires des logements sociaux, notamment des retraités ou des personnes atteintes de maladies graves. C'est en particulier deux amendements que j'ai défendus lors du débat de cette loi.

Mais mon activité de parlementaire ne se résume pas au vote des lois. Depuis mon élection j'ai été attentif aux citoyens de notre circonscription. J'ai pu en recevoir plusieurs dizaines lors de mes permanences pour évoquer des problèmes particuliers avec mes collaborateurs, et, mesurer ainsi la souffrance sociale notamment des demandeurs de papiers, mais aussi sur les problèmes de logements et de l'emploi. J'ai voulu m'engager, dès que possible et à chaque fois aux côtés des luttes qui se tenaient dans notre département et dans les 4 villes de la 10^{ème} circonscription

J'ai soutenu les enseignants et les parents d'élèves en lutte en participant à une manifestation entre Ivry et Vitry et à un rassemblement au Kremlin-Bicêtre. J'ai d'ailleurs reçu une délégation syndicale départementale pour mieux mesurer les dégâts causés par les décrets et circulaires en rafale du début de l'année scolaire. Je suis d'ailleurs intervenu à l'Assemblée sur la question des RASED que veut supprimer le gouvernement. C'est également dans ce cadre que j'ai eu l'occasion de m'entretenir avec des enseignants et parents d'élèves de Gentilly.

J'ai aussi soutenu les salariés de l'Imprimerie Nationale dont j'ai porté les questions dans l'hémicycle, les salariés du commerce lors de la grande journée

de grève dans ce secteur au Conforama de Vitry, au Carrefour d'Ivry ou encore un syndicaliste du Leclerc de Kremlin Bicêtre.

Plus récemment je me suis engagé aux côtés des urgentistes en grève au CHU de Bicêtre qui ont obtenu l'ouverture de négociations pour améliorer les services des urgences de cet hôpital qui est le seul de notre zone.

Evidemment je m'engage encore, et comme je l'ai toujours fait, pour défendre becs et ongles l'hôpital Jean Rostand toujours menacé de fermeture.

J'ai déposé une demande de création de commission d'enquête sur Aventis avec mon collègue André Chassaingne.

Je suis donc disponible pour travailler avec toutes et tous, point par point à l'amélioration du quotidien des habitants de nos villes, de notre département, de notre pays. C'est ce que j'essaie de faire dans le cadre de l'association des maires du Val-de-Marne dont on m'a confié la présidence. C'est aussi le sens des nombreuses rencontres que j'ai avec les syndicalistes, les associations qui m'en font la demande pour construire ensemble les résistances et les propositions nécessaires à ces améliorations.

Pour terminer, et c'est aussi le sens de la rencontre de ce soir avec la présentation du blog. Je dirai qu'il y a pour nous tous, militants, élus, parlementaires, citoyens, un grand besoin de communication.